Québec, le 16 août 2018


En réponse à votre demande, vous trouverez ci-joint une copie de la plainte reçue en date du 20 avril 2017. Prenez note qu'il n'y a aucun rapport d'inspection en lien avec cet événement.

Nous vous rappelons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision, et ce, dans les trente (30) jours suivant la date de la présente. Vous trouverez en annexe une note explicative à cet effet.

Veuillez agréer, [signature], nos sincères salutations.

 ORIGINAL SIGNÉ

Karine Kouamé
Responsable ministérielle substitut de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels

p. j.

415, rue Jacques-Parizeau, 4e étage
Québec (Québec) G1R 4V1
Téléphone : 418 528-7100, poste 2750
Télécopieur : 418 646-0985
www.mfa.gouv.qc.ca
AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Québec</th>
<th>525, boul. René-Lévesque Est</th>
<th>Tél. : 418 528-7741</th>
<th>Téléc. : 418 529-3102</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Bureau 2.36</td>
<td>Numéro sans frais :</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Québec (Québec) G1R 5S9</td>
<td>1 888 528-7741</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montréal</td>
<td>500, boul. René-Lévesque Ouest</td>
<td>Tél. : 514 873-4196</td>
<td>Téléc. : 514 844-6170</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Bureau 18.200</td>
<td>Numéro sans frais :</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montréal (Québec) H2Z 1W7</td>
<td>1 888 528-7741</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).